

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 07 au 13 mai 2026

**A l'occasion de la XIIIe conférence Adenauer consacrée au rôle de l'Allemagne dans la politique internationale et organisée par la Fondation Konrad-Adenauer à Berlin, le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadepuhl, a prononcé un important discours de politique étrangère, marquant sa première année au pouvoir.** Il a plaidé pour une réforme majeure du fonctionnement de l'Union européenne afin de rendre sa politique étrangère et de sécurité plus rapide et plus efficace. Il propose entre autres de limiter le principe de l'unanimité, qui permet aujourd'hui à un seul État membre de bloquer des décisions stratégiques, et de permettre à un groupe restreint de pays volontaires d'avancer ensemble sans attendre l'accord des 27. Sans citer explicitement la Hongrie, Wadepuhl vise les vétos répétés de Budapest sur l'aide européenne à l'Ukraine et estime que cette situation met l'Europe en danger à un moment où les questions de sécurité sont devenues existentielles. Il défend donc un recours accru au vote à la majorité qualifiée dans les domaines de la politique étrangère et sécurité. Le ministre propose aussi une réforme institutionnelle plus large en vue d'un futur élargissement de l'Union : il souhaite réduire la taille de la Commission européenne, qui compte aujourd'hui un commissaire par État membre, et adapter aussi la composition du Parlement européen afin de permettre à une UE élargie (potentiellement jusqu'à 35 pays) de fonctionner plus efficacement. En outre il s'est dit favorable à une adhésion future de l'Islande et de la Norvège.

**Le chancelier Friedrich Merz a participé au congrès du DGB, la principale confédération syndicale allemande, en défendant ses projets de réformes sociales et budgétaires.** Face à quelque 400 délégués syndicaux, le chef du gouvernement a appelé à une « mobilisation nationale » pour sortir l'Allemagne de la stagnation économique et a insisté sur la nécessité de réformes profondes afin de préserver la compétitivité et le niveau de vie du pays. Mais ses propos sur les économies prévues dans l'assurance maladie publique ainsi que sur la future réforme des retraites ont provoqué des sifflets dans la salle. Merz a justifié ces mesures par « la démographie et les mathématiques », affirmant qu'il ne s'agissait pas d'idéologie mais d'une nécessité liée au vieillissement de la population. Les syndicats, eux, dénoncent une remise en cause progressive de l'État social allemand. La présidente du DGB, Yasmin Fahimi, a averti contre des réformes menées trop brutalement et les projets de réforme du temps de travail, y voyant une menace pour les acquis sociaux historiques comme la journée de huit heures. Cet épisode illustre les tensions croissantes entre le gouvernement conservateur et les syndicats, dans un contexte où Berlin cherche à relancer une économie en perte de vitesse.

**La proposition de Vladimir Poutine de voir l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder (SPD) jouer un rôle de médiateur dans le conflit russo-ukrainien provoque de vives tensions en Allemagne.** Proche de longue date du président russe, Schröder est depuis des années une figure controversée en raison de ses liens étroits avec Moscou et de ses activités pour des entreprises énergétiques russes. Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, il a refusé de condamner la Russie, ce qui l'a largement discrédité sur la scène politique allemande. Pour de nombreux responsables européens et allemands, notamment au sein de la CDU et d'une partie du SPD, Schröder

ne peut pas apparaître comme un médiateur crédible en raison de sa proximité avec Vladimir Poutine. Certains le décrivent même comme « l'homme de Poutine » ou comme l'un des artisans de la dépendance énergétique de l'Allemagne au gaz russe. Pour plusieurs analystes, la sortie de Vladimir Poutine relève surtout d'une stratégie politique destinée à diviser l'Allemagne et fragiliser l'Europe à travers des formes de « guerre hybride ».

**Dans son premier entretien accordé à la presse allemande, publié par le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Jordan Bardella s'est adressé aux allemands sur ses ambitions pour la France et ses liens avec l'Allemagne, à un an de l'élection présidentielle.** Tout en défendant une ligne très souverainiste, Bardella cherche à apparaître comme un candidat présidentiel crédible, notamment vis-à-vis de l'Allemagne. Il affirme vouloir redresser la France, menacée selon lui par le déclin industriel, l'immigration massive et l'insécurité et promet une politique de réindustrialisation, de relance du nucléaire, de hausse des dépenses militaires et de restriction drastique de l'immigration. Alors qu'il déclare que le droit national doit primer sur le droit européen, le député européen du Rassemblement national affirme ne pas vouloir sortir de l'UE mais la transformer de l'intérieur, en combattant le Green Deal et l'influence de Ursula von der Leyen, qu'il accuse d'avoir affaibli l'économie européenne. Il adopte un ton relativement conciliant envers l'Allemagne et explique que la relation franco-allemande doit rester le socle de l'Europe, tout en assumant des désaccords sur l'énergie et la défense, plaidant notamment pour que Berlin achète davantage d'armement français plutôt qu'américain. Il prend également ses distances avec Alternative für Deutschland (AfD), dont il critique la rhétorique historique et la ligne anti-européenne, même s'il reconnaît que l'AfD a contribué au durcissement du débat migratoire en Allemagne. Enfin, l'entretien est traversé par la question judiciaire de Marine Le Pen : Bardella dénonce une instrumentalisation politique des enquêtes visant le RN et laisse clairement entendre qu'il se prépare à prendre le relais en cas de condamnation ou d'empêchement de Le Pen pour la présidentielle de 2027.

**Le gouvernement allemand prépare un scénario de « cloud européen autonome » et franchit une nouvelle étape dans la réflexion européenne sur la souveraineté numérique.** Le BSI, l'agence fédérale allemande de cybersécurité, a publié un référentiel baptisé C3A qui redéfinit le cloud comme une infrastructure critique, au même titre que l'énergie ou les télécommunications. En toile de fond : la dépendance massive de l'Europe aux géants américains comme Amazon, Microsoft ou Google, devenue un sujet géopolitique à part entière. Le document imagine donc un scénario extrême dans lequel les services numériques européens pourraient continuer à fonctionner jusqu'à 90 jours sans aucun lien avec des infrastructures ou fournisseurs non européens. Le référentiel impose une localisation européenne des administrateurs systèmes, des centres de sécurité et du code source, et demande une évaluation des risques liés aux lois extraterritoriales américaines comme le Cloud Act.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La commissaire fédérale allemande à la protection des données, **Louisa Specht-Riemenschneider**, a présenté son rapport d'activité 2025, marqué par une forte hausse des plaintes et demandes liées aux données personnelles en Allemagne. L'autorité défend une approche du RGPD davantage tournée vers l'accompagnement de l'innovation et l'encadrement des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle. En 2025, elle a multiplié les contrôles et infligé plusieurs sanctions, dont une amende de 45 millions d'euros à Vodafone pour des failles de sécurité. Le rapport revient aussi sur plusieurs projets numériques du gouvernement allemand, comme le portefeuille d'identité numérique européen et le dossier médical électronique, en insistant sur la nécessité de préserver les droits fondamentaux et la protection des données. Le rapport est disponible sur [le site du Bundestag](#).

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**25 %**



Selon un sondage de l'Institut pour la recherche sur le marché du travail et les professions (IAB), alors qu'elles n'étaient que 5% à l'utiliser en 2023, les entreprises allemandes sont maintenant **25% à utiliser les IA génératives**. Selon cette enquête, 90 % des entreprises interrogées utilisent des logiciels d'IA accessibles librement, 16 % acquièrent des solutions d'IA afin de les entraîner avec leurs propres données, et 6 % conçoivent leurs propres modèles. L'essor de l'IA est également plus marqué dans les grandes entreprises et les structures récemment créées. Ainsi, 48 % des sociétés de plus de 200 salariés ont déjà adopté ces technologies, contre 21 % des entreprises comptant moins de dix employés. Les secteurs les plus avancés en matière d'IA sont ceux de la communication (59 %), suivie par la finance et les assurances (50 %).